Document generated on 05/18/2025 5:12 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Bernard BERNIER : Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation, Presses de l'Université de Montréal, Montréal et Publications Orientalistes de France, Paris, 1988, 456 p., cartes, index, tabl., glossaires, biblio.

Réjean Tessier

Volume 13, Number 2, 1989

Des systèmes techniques

URI: https://id.erudit.org/iderudit/015084ar
DOI: https://doi.org/10.7202/015084ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Tessier, R. (1989). Review of [Bernard BERNIER : Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation, Presses de l'Université de Montréal, Montréal et Publications Orientalistes de France, Paris, 1988, 456 p., cartes, index, tabl., glossaires, biblio.] *Anthropologie et Sociétés*, *13*(2), 169–174. https://doi.org/10.7202/015084ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Comptes rendus

Bernard BERNIER : *Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal et Publications Orientalistes de France, Paris, 1988, 456 p., cartes, index, tabl., glossaires, biblio.

Dans le contexte économique actuel où le Japon inonde les marchés internationaux de ses produits manufacturés, contraignant les pays les plus industrialisés à envisager une attitude protectionniste pour rétablir l'égalité dans les échanges commerciaux et enrayer le nouveau « péril jaune » (*Japan Times*, 9 mai 1989), ce livre de Bernier se lit comme on découvre de vieilles clés dans un coffre du grenier : si elles ne débloquent pas toutes les serrures, du moins nous renseignent-elles sur leurs mécanismes.

Capitalisme, société et culture au Japon traite du processus par lequel le Japon est devenu une puissance capitaliste vers le début du XXe siècle, échappant au système féodal ancestral. L'auteur s'interroge sur le fait que le Japon y soit parvenu à une époque où les autres pays non occidentaux tombaient sous le joug colonial occidental et qu'il ait pu, lui-même, devenir une autre puissance coloniale à partir de 1895. L'information est structurée selon un ordre chronologique mais l'interprétation des événements ne repose pas tant sur leur séquence que sur leur enchevêtrement dans un fait culturel complexe : les faits sociaux, économiques, politiques et historiques sont présentés dans leur système global, tel que construit graduellement et réciproquement par les gens, paysans, propriétaires terriens, guerriers, commerçants et dirigeants.

L'entreprise est certes ambitieuse mais les données sont classées de façon telle qu'on s'y retrouve aisément. L'auteur délimite d'abord les frontières de l'ouvrage en le comparant à d'autres travaux dans le même domaine et en précisant l'usage de certains concepts essentiels tels « idéologie » et « culture ». Le capitalisme, thème central, est abordé comme un système économique global mettant en jeu un ensemble de relations sociales organisées autour de la production et de l'échange : cela inclut les rapports générés par les activités entourant l'acquisition et le contrôle du capital ainsi que les « théories et croyances justifiant l'accès différenciel à la richesse et au pouvoir » (p. 12). Ce dernier point représente sans doute la dimension dominante du livre et son originalité : la transformation des croyances, dans une société originellement animiste et tribale, vers une acceptation d'un pouvoir central hiérarchisé et orienté vers la production de masse et le contrôle du capital.

Le livre est construit en deux parties : le Japon féodal (du VIe siècle à 1868) et le Japon de Meiji (1868-1919), chacune subdivisée en six chapitres. Trois points majeurs retiennent l'attention dans la première partie : d'abord le maintien précaire du pouvoir impérial à titre de symbole de l'origine divine du peuple et de l'inégalité naturelle entre les classes. Ensuite le rôle déterminant du clan des Tokugawa en tant que stabilisateur des luttes entre factions régionales. Enfin, l'absolutisme idéologique qui régit la société rurale et règle les amorces d'une économie de marché.

Dans la seconde partie, deux aspects sont dominants : d'abord la restauration du pouvoir impérial supportée par la radicalisation des idéologies et l'autocratie militaire du

précédent régime. Deuxièmement, la rapide mise en place des principaux éléments du capitalisme sous l'impulsion des pressions étrangères et grâce à la soumission du peuple, notamment de la classe agricole.

Méthodologiquement, le livre est construit comme un plan à trois dimensions : une superposition de coupes transversales dont le tout peut également se lire à la verticale. Chaque chapitre a une trame originale et contient des données compréhensibles en soi mais la succession donne un cadre d'interprétation beaucoup plus complexe. Les trames successives sont l'économie, les paysans, les religions, l'administration, etc., et la lecture verticale donne accès à la culture japonaise. L'ampleur des questions soulevées ressort bien dans les résumés des chapitres.

Le premier couvre rapidement 10 siècles d'histoire du moyen âge japonais (du VIe au XVIe siècle). C'est un préalable nécessaire étant donné l'approche par superposition. L'auteur rapporte deux politiques successives, toutes deux orientées vers la recherche de centralisation du pouvoir : la première, appelée « réforme Taika », vise l'augmentation des prérogatives de l'empereur, ce qui suppose la diminution des privilèges des grandes familles et l'établissement d'une première capitale permanente à Nara. Mais pour différentes raisons, notamment l'importance ancestrale des lignages dans la possession des terres ainsi que les rébellions des guerriers de plus en plus puissants, la réforme fut très partielle et le pouvoir réel passa aux militaires. Le second mouvement politique est donc marqué par la prise en main du pouvoir par les militaires qui durera jusqu'à la fin de la période Edo en 1868. Mais de 1185 à 1600, on assiste à une succession tumultueuse d'hégémonies de grandes familles qui acquièrent et perdent le pouvoir par des ententes et tractations dont l'aboutissement est la guerre civile de 1467 qui dura 10 ans. Par la suite, rapporte l'auteur, on assiste à un remembrement graduel du territoire sous l'égide d'un nombre de plus en plus restreint de seigneurs jusqu'en l'année 1600 où Tokugawa Ieyasu vainc ses derniers opposants et établit un régime militaire unique jusqu'en 1868.

Le second chapitre décrit les problèmes de gestion du gouvernement militaire des Tokugawa. D'abord la question des guerriers et des seigneurs rivaux qui fut résolue en éloignant la majorité des guerriers de leur source de revenu, la terre, tout en diminuant leur autonomie administrative. On renforce ensuite l'autorité shogounale en favorisant le développement d'une conception confucianiste de la société selon laquelle « la hiérarchie sociale et l'inégalité entre les êtres humains sont pensées comme émanant de l'ordre naturel ». Enfin, on adopte des mesures pour le moins restrictives dans le domaine des relations extérieures en fermant quasi complètement le pays aux étrangers. À la fin de la période Edo, les administrations sont déficitaires, les guerriers appauvris et les marchands de plus en plus puissants par suite de l'expansion de l'économie de marché ; la richesse devient un nouveau critère officieux de stratification sociale.

Le troisième chapitre est un des éléments centraux du livre. Dans une analyse nuancée du rôle des facteurs internes (besoins particuliers, centralisation des lieux de consommation, transport, etc.) et internationaux, notamment dans ses relations avec la Chine et la Corée, l'auteur introduit ici les bases du développement du capitalisme au Japon. À partir d'une comparaison avec les conditions européennes de l'émergence du capitalisme, il analyse cinq grandes tendances dont les composantes économiques et culturelles ont conditionné le développement de l'économie de marché. Plusieurs clés sont fournies pour comprendre les éléments dynamiques sous-jacents : par exemple, « le renforcement du féodalisme teinté de l'idéologie confucianiste dominante a mené à une idéologie de mépris envers le commerce » et... envers les commerçants ; « la volonté des dirigeants de conserver le riz comme mesure de la valeur, [...] comme numéraire » ; « [...] le salariat prend souvent la forme non pas d'un échange économique de force de travail contre rémunération, mais plutôt d'une relation sociale [...] impliquant les éléments de

subordination justifiés par l'idéologie hiérarchique des castes [...] » Bref le développement de l'économie de marché est envisagé aussi bien sous l'angle de ses limites matérielles qu'en conjugaison avec ses contraintes symboliques.

Le quatrième chapitre porte sur les structures et les transformations du monde rural. Les questions touchant l'accès à la propriété de la terre, la hiérarchie dans la gestion et l'autonomie des paysans sont au centre de la discussion ; elles sont abordées en mettant en relief des positions opposées que l'auteur cherche à concilier à partir d'une ré-analyse des faits. L'effort est convaincant : après une présentation de la structure du village, de la maisonnée et de leur relative autonomie par rapport aux structures dominantes, il met en relief la modification graduelle du rapport inféodé entre propriétaires et paysans-producteurs vers une plus grande autonomie sociale de ces derniers grâce à l'acquisition graduelle du pouvoir économique. Le travail des paysans acquiert une valeur commerçante d'échange.

Tout comme dans ce chapitre, le cinquième expose l'essentiel des bases idéologiques qui ont soutenu les efforts de développement du Japon jusqu'à la défaite de 1945. Accorder autant de place à la culture et aux religions pourrait, à prime abord, paraître superflu dans ce genre d'étude mais il n'en est rien. Au contraire, ces quarante pages permettent de comprendre comment la religion populaire, injectée de principes confucianistes et réinterprétée pour justifier la doctrine impériale (shintoïsme), a donné naissance à deux principes fondamentaux définis comme l'essence même de la « nature » des Japonais : d'abord l'origine divine du peuple, qui supporte les idées nationalistes, ensuite les inégalités « naturelles » entre les individus, ce qui valorise le respect envers les supérieurs et le collectivisme. L'auteur est particulièrement à l'aise dans ce chapitre et fournit, grâce à des démonstrations bien étayées, de nombreuses clés pour comprendre la mentalité « traditionnelle » du peuple japonais.

Le sixième et dernier chapitre de la première partie est présenté comme un aboutissement de l'histoire. C'est l'éclatement de la crise économique et politique qui se préparait depuis plus d'un siècle et dont l'ultimatum américain pour l'ouverture du pays est présenté comme le facteur déclenchant. Le texte fournit une analyse des forces en présence, dont les coalitions de grands domaines et l'émergence d'une tendance xénophobe terroriste qui s'active dans un contexte déstabilisé par le mécontentement populaire ; mais, souligne l'auteur, il n'y a pas de force révolutionnaire et l'objectif final des réformistes est des plus conservateur : le maintien de l'empereur et de « l'essence » de la nation.

Deux objectifs principaux vont orienter les efforts du prochain empire (chapitre VII) : la restauration du pouvoir impérial et la reconnaissance du Japon par les puissances occidentales. Le premier objectif suppose des changements dans la politique interne et, pour y arriver, le nouveau pouvoir doit composer avec trois zones de résistance : les guerriers encore appauvris et en perte de statut, des mouvements pour la défense des droits civils et enfin, les révoltes paysannnes contre les hausses d'impôts et pour la démocratie. Le second objectif s'insère dans les jeux diplomatiques liés à l'acquisition de colonies, norme occidentale, en cette fin de siècle, de la puissance d'un pays.

Le huitième chapitre est consacré à la constitution de la classe ouvrière entre 1868 et 1919. C'est un chapitre important qui explique la mise en place de la force de production. Sur la base d'une idéologie néo-confucianiste pour les relations patrons-ouvriers et nationaliste pour le rôle des patrons (qui acceptent de faire des profits pour rendre service à l'État), profitant d'une collusion manifeste entre les chefs d'entreprise et le pouvoir, l'industrie se développe au point de devenir un levier rentable pour l'État. La classe agricole profite de ce nouvel essor et voit décroître ses charges d'impôts. Pour aider à comprendre les pénibles conditions de travail et les revendications ouvrières, l'auteur

établit quelques comparaisons avec les conditions ayant mené à la constitution de la classe ouvrière en Europe.

Le neuvième chapitre met en évidence la résistance du pouvoir autocratique face à la volonté démocratique du peuple ; ce qui conduit aux fameuses « émeutes du riz » de 1918. La constitution de 1889, « charte de l'autoritarisme et de l'autocratie », est présentée comme l'ultime concession du pouvoir impérial à son peuple et envers laquelle toute opposition équivaut à un crime de lèse-majesté. Les documents de l'époque établissent assez clairement les bases « modernes » du pouvoir impérial : « les vertus à la mode deviennent la loyauté, le sens du devoir, l'acceptation de sa place dans la hiérarchie, l'obéissance, la participation active mais sans initiative à l'effort du développement du pays » (p. 292). Mais on réagit âprement et la lutte, entre la chambre basse et les dirigeants, instabilise le pouvoir en provoquant la démission quasi annuelle des premiers ministres.

Dans le dixième chapitre, on expose des statistiques économiques, géographiques et démographiques de la situation de l'agriculture pour appuyer la thèse de la contribution déterminante de ce secteur au développement des structures devant mener à une société capitaliste. L'idéologie agrariste est présentée comme un moteur à tendance conservatrice visant à maintenir la motivation dans les campagnes. L'impression qui se dégage ici est que les paysans exploités par les propriétaires terriens et par l'État forment un monde à part ; dans ce chapitre leur voix n'est pas tellement mise en relief. L'auteur établit quelques comparaisons avec d'autres pays, dont le Québec sous le régime de Duplessis.

Le chapitre XI traite de l'impérialisme japonais jusqu'en 1919. Il s'agit d'une synthèse des enjeux internationaux au Japon et en Chine au début du XXe siècle et du rôle déterminant du Japon travaillant avec acharnement à se hisser au niveau des grandes puissances occidentales. L'auteur démontre encore une fois comment le pouvoir impérial est bien supporté par des idéologistes nationalistes qui conditionnent « les gens du commun » à la loyauté et à l'effort collectif. Le gouvernement japonais apparaît comme exigeant, non seulement envers ses colonies, mais également envers ses propres citoyens dont l'effort de guerre est long et épuisant, particulièrement pour les paysans producteurs et propriétaires terriens.

Le chapitre douze présente un résumé des éléments essentiels du livre et contient donc d'inévitables redites. Par ailleurs il représente une sorte de condensé utile pour des lecteurs et lectrices pressés. Les trois dernières sections de ce chapitre, portant sur la nature du système politique et socio-économique de Meiji de même que sur la place de la « culture japonaise » dans le développement du capitalisme, sont des ajouts et constituent la véritable conclusion du livre. L'auteur y fait des retours sur le passé, une évaluation de la réalité japonaise, de nombreuses comparaisons avec des pays européens, notamment l'Allemagne, et y présente une discussion sur l'unicité de la culture japonaise.

Ce livre prend comme appui les racines de la culture japonaise, les valeurs originelles sur lesquelles s'est construite la société, incluant l'intégration des règles du capitalisme. On y retrouve une distinction fondamentale entre, d'une part, les bases implicites de la culture, dans la religion populaire non formalisée, simplement soucieuse de la cohérence de l'immédiat et, d'autre part, les bases explicites, dans la formalisation du shintoïsme et les ajouts subséquents inspirés du code moral confucianiste. D'un côté donc, la cohérence momentanée, la logique contextuelle ; de l'autre, l'esprit Yamato, l'explicite de l'origine divine de la nation, le code moral rigoureux.

Dans son interprétation de la transformation des mentalités, l'auteur attribue une grande part à l'explicite, au cadre éthique et moral officiel, origine du sens du devoir, du collectivisme et du nationalisme, clé de l'adaptation aux situations nouvelles. Il est discret cependant quant aux influences de la logique rituelle, contextuelle, dont l'origine est

antérieure aux codes moraux et qui a toujours permis au peuple japonais une certaine flexibilité d'esprit (Azuma 1986). Dans un logique situationnelle qui accepte la superposition et la simultanéité (Murakami 1985), l'esprit japonais peut s'accommoder d'apparentes discontinuités entre l'officiel, ce qui est extérieur et soumis au regard des gens, le *tatemae*, et le privé, l'intérieur, où s'exprime la voix du cœur, le *hon-ne*. Ne pourrait-on suggérer qu'avec une telle logique, les Japonais de Meiji ont pu syncrétiser de façon offensive des influences étrangères sans pour autant perdre leur intégrité ni transformer fondamentalement leur mode de pensée ? L'auteur le laisse croire lorsqu'il analyse le style autocratique du capitalisme japonais et qu'il conclut à un processus original par rapport à celui de l'Occident. Si le confucianisme avait été à ce point central au Japon, comment expliquerait-on d'ailleurs, suggère le politicologue Gregory Clark[1] (1989), qu'il n'ait pas eu la même influence en Chine, d'où il origine ?

Une autre question importante, soulevée dès les premières pages, est celle de la continuité/discontinuité, c'est-à-dire jusqu'à quel point le Japon se serait orienté, sans l'injonction américaine de 1853 et sur la seule base du développement économique et culturel en cours, vers la mise en place d'un système capitaliste. La réponse proposée ici est un compromis : entre l'option d'un revirement fondamental (discontinuité) et l'autre, aussi extrême, qui voit encore le Japon comme un Galapagos culturel, l'auteur conclut plutôt à une transformation graduelle de la mentalité, accélérée en un point donné, comme si on avait donné une nouvelle impulsion à un projectile déjà en route.

On peut encore se demander quelle fut la pénétration sociale de cette transformation. Pour ce qui est des décisions publiques, il y a eu, à la fin de la première guerre mondiale, la mise en place d'un système capitaliste animé par une volonté ferme des dirigeants ; il y a donc eu une transformation réelle, bien qu'amorcée de longue date. Les paysans, les ouvriers ont-ils acquis cette mentalité ? La réponse est plutôt négative, les « gens du commun » semblent avoir été contraints d'entrer dans le processus comme des outils au service du progrès. Mais il n'y a pas eu de révolution ? Des résistances pour plus de démocratie, oui ; mais pas de mouvement révolutionnaire, sauf peut-être quelques amorces du côté de la droite ultra-nationaliste. Le système impérial ne peut être mis en doute, c'est une question d'identité ; l'esprit Yamato les maintient captifs de l'intérieur.

Enfin, quelques éléments de base expliquant d'autres données socio-culturelles comme le rapport homme/femme et le rôle des femmes eussent été des ajouts de marque pour comprendre le fonctionnement plus intime du système capitaliste. Toutefois les objectifs de l'auteur sont nets au départ, à savoir qu'il « fait référence à des doctrines explicites » ajoutant que « les doctrines [...] (bien que s'y appuyant) ne révèlent toujours qu'une partie de la culture implicite » (p. 9). Le rôle des femmes s'étant restreint, historiquement, quasi exclusivement au maintien des dimensions implicites (Azuma 1986), l'auteur reste fidèle à la logique interne de l'ouvrage en ne leur consacrant pas une place spécifique.

Cet ouvrage contient non seulement une somme impressionnante d'informations, mais il réfère assidûment ses lecteurs à des travaux complémentaires ; en ce sens c'est un guide généreux pour qui s'intéresse à différents sentiers. La seule bibliothèque de l'Université de Tokyo contient plus de cent mille livres sur l'histoire du Japon, les mentalités et la politique durant la période Edo ; on comprendra qu'un guide soit utile. En plus de sa bibliographie de 318 livres et articles, on trouve un glossaire des mots japonais et des noms propres et un index, ce qui en fait un document facile d'accès, d'autant plus que l'écriture est sobre et énergique avec quelques passages humoristiques.

---

1. Clark, un politicologue australien, a travaillé comme journaliste et ambassadeur en Asie. Il enseigne maintenant à l'université Sophia de Tokyo.

En conclusion, l'auteur annonce déjà la parution de deux autres livres qui devraient nous conduire au Japon des années 80. On ne peut que les souhaiter vivement. Sa longue expérience de la langue et de la culture japonaise associée à son expertise scientifique lui permettent d'appréhender le Japon de l'intérieur et d'en traiter les données dans leur contexte culturel. C'est un document exceptionnel, écrit en français dans sa version originale.

Références

AZUMA H.
1986 « Why study child development in Japan ? » : 3-12, in H. Stevenson, H. Azuma et H. Kakuta (éd.), *Child Development and Education in Japan*. New York : W.H. Freeman and Co.

CLARK G.
1989 « The Pacific Basin : Different Culture, Different Growth Patterns ». Conférence présentée à la 23rd Lecture Series of the College Women's Association of Japan sous le thème « Japan and the Pacific — A New Era ? » le 2 février.

MURAKAMI Y.
1985 « The Society as a Pattern of Civilization », *The Journal of Japanese Studies*, 11, 2 : 401-420.

Réjean Tessier
École de psychologie
Université Laval

Aliette GEISTDOERFER : *Pêcheurs acadiens, pêcheurs madelinots. Ethnologie d'une communauté de pêcheurs*, Les Presses de l'Université Laval, Québec et les Éditions du CNRS, Paris, 1987, 496 p., annexes, biblio., tables, ill.

Ce livre, publié en 1987, est issu d'une thèse de doctorat d'État soutenue en 1980 et dont le contenu provenait d'une enquête réalisée aux Îles-de-la-Madeleine en 1967 et 1968. Il relate les pratiques de pêche (hareng, homard, maquereau, morue, etc.) et de chasse (loups-marins) alors en vigueur et les contextualise à la fois sous l'angle des rapports sociaux auxquels elles renvoient et celui des transformations sociales, techniques et culturelles qui les ont affectées au tournant des années 60. On ne saurait donc y rechercher un portrait de la situation présente aux Îles-de-la-Madeleine ni une problématique associée aux courants actuels de l'anthropologie maritime. Le lecteur est plutôt en présence d'un texte conçu dans la perspective de l'école ethnologique française qui se veut « le témoignage d'une époque déjà révolue » (p. 13) puisqu'il traite principalement d'une période particulière de la courte histoire des Madelinots, celle des années 60.